



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 10 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### Visite d'inspection du 01/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAUGES COMMUNAUTE**

Rue Robert Schuman - La Loge  
Beaupreau  
49600 Beaupréau-En-Mauges

**Références :** EC-2024-373-INSP-Mauges communauté-Melay-RAP

**Code AIOT :** 0006302362

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2024 dans l'établissement MAUGES COMMUNAUTE implanté à La Haute Brosse 49120 Melay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'effectue dans le cadre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAUGES COMMUNAUTE
- La Haute Brosse 49120 Melay
- Code AIOT : 0006302362
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La déchetterie de Melay est obsolète et va faire l'objet d'une rénovation. L'arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 12 août 2024, les travaux devraient se dérouler en 2025.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 4.A.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 4.B	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**Malgré le rapport de visite du 4 mai 2017 qui demandait à l'exploitant de "prendre des mesures immédiates pour la sécurité des apporteurs sur le quai de déchargement"**, les hauts de quai ne sont pas sécurisés par dispositifs anti-chute.

La déchetterie va être en travaux de rénovation au cours de l'année 2025, tout en restant ouverte au public pendant la durée de ceux-ci.

L'exploitant doit impérativement prévoir d'assurer la sécurité des usagers, et des professionnels, qui seront sur place.

L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les analyses des effluents.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- sécuriser les hauts de quais immédiatement ;
- transmettre les photos démontrant la sécurisation des hauts de quais dès la mise en place des dispositifs anti-chute ;
- transmettre sous 1 mois le calendrier de réhabilitation de la déchetterie ;
- transmettre les dernières analyses d'effluents sous 1 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none"><li>- les installations électriques ont été vérifiées le 16/02/2024 (rapport SOCOTEC n°91660/24/2367) ;</li><li>- des observations ont été relevées (obturateur de prise de courant, continuité du circuit de protection).</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'effectuer les actions nécessaires afin de lever les observations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Prévention des chutes et collisions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs anti-chute
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées constate que les quais ne sont pas équipés de dispositifs anti-chute.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- sécuriser les hauts de quais immédiatement ;
- transmettre les photos démontrant la sécurisation des hauts de quais dès la mise en place des dispositifs anti-chute ;
- transmettre sous 1 mois le calendrier de réhabilitation de la déchetterie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : Prévention de la pollution des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 4.A.3

**Thème(s) :** Produits chimiques, Rétentions des stockages de liquides dangereux

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

Les capacités de rétention sont conçues et réalisées de façon que les produits incompatibles ne puissent se mélanger. L'étanchéité des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

**Constats :**

L'inspection des installations classées constate que :

- les produits dangereux sont stockés dans des bacs étanches et sur rétention ;
- la citerne de stockage d'huile usagée est sous abri, sur une dalle étanche ;
- des traces d'huile s'écoulent de la citerne d'huile usagée vers un regard d'évacuation des eaux ;
- des traces d'irisation sont présentes devant l'abri de la citerne d'huile usagée ;
- des traces d'irisation sont également présentes devant l'entrée de la déchetterie ;
- le local de stockage de produits absorbants est rendu inaccessible par la présence de nombreux obstacles (armoires, chaises etc...).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- rendre accessibles les produits absorbants ;
- nettoyer la citerne d'huile usagée et le sol afin d'enlever les traces d'huile ;
- vérifier le bon fonctionnement de la jauge de la citerne d'huile usagée.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois**N° 4 : Prévention de la pollution des eaux****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/06/1999, article 4.B**Thème(s) :** Risques chroniques, Traitement des effluents**Prescription contrôlée :**

Les eaux de ruissellement des aires de manutention et stockage de déchets sont rejetées au milieu naturel après un traitement par lagunage.

Les effluents rejetés doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- pH compris entre 6 et 9 ;
- MES < 150 mg/l ;
- DCO < 150 mg/l ;
- DBO<sub>5</sub> < 40 mg/l ;
- Hydrocarbures < 10 mg/l.

Les eaux des sanitaires sont traitées dans un dispositif d'assainissement autonome qui est soumis pour avis, avant sa réalisation, à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Cet avis est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter d'analyse des effluents à l'inspection des installations classées.

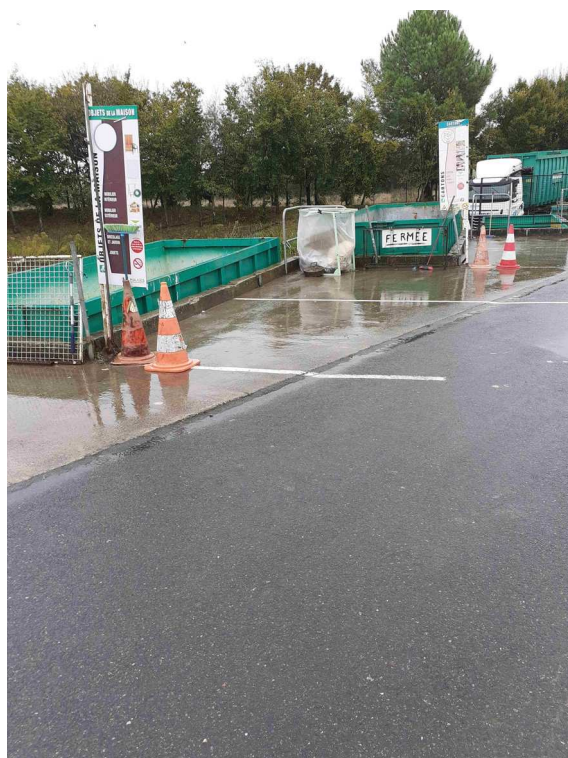
**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre les dernières analyses d'effluents.

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°2 : Prévention des chutes et collisions



*quais\_sans\_dispositif anti-chute*



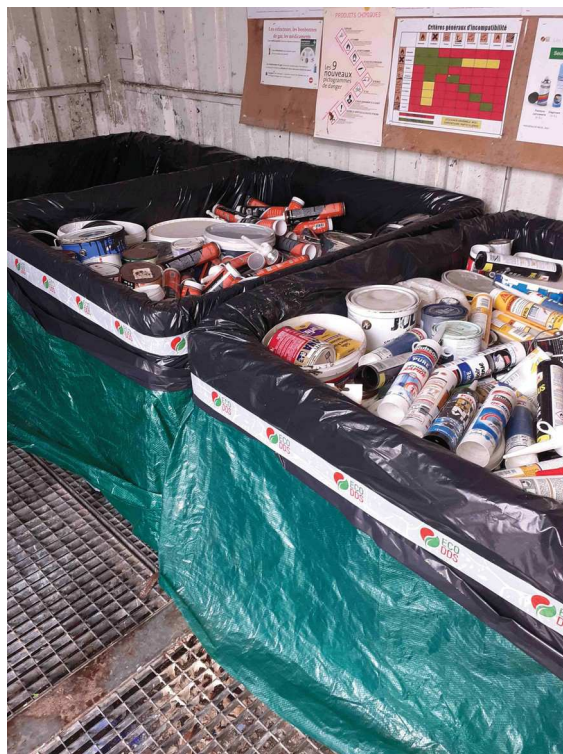
*quais\_sans\_dispositif anti-chute*



### N°3 : Prévention de la pollution des eaux



produits\_dangereux\_sur\_retention



produits\_dangereux\_sur\_retention

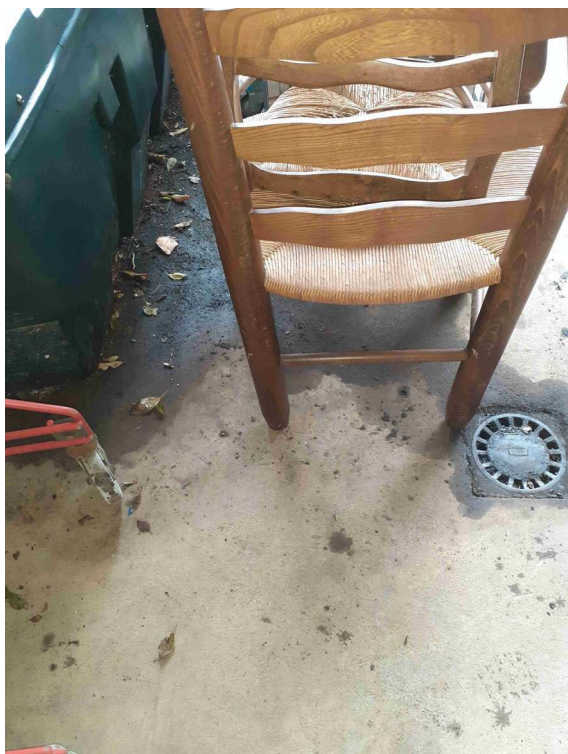


produits\_dangereux\_sur\_retention



huile\_vers\_regard





*huile\_vers\_regard*



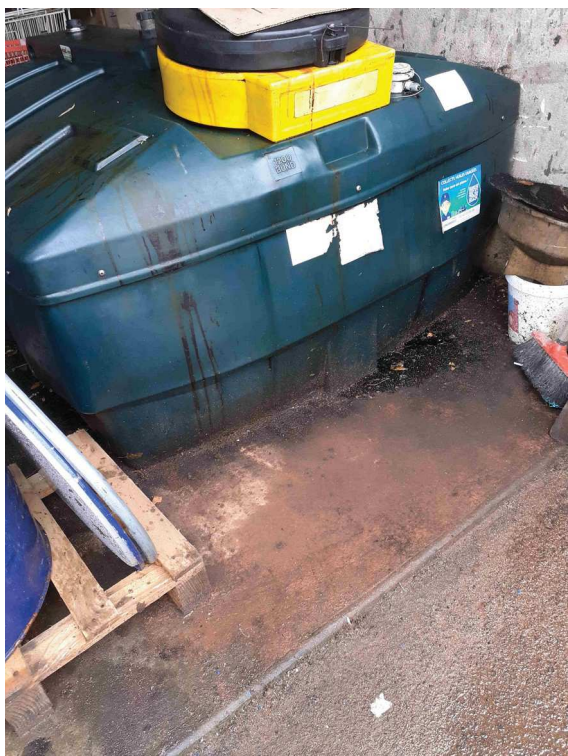
*irisation\_eaux\_ruissellement*



*irisation\_eaux\_ruissellement\_sur\_route*



*acces\_vers\_produits\_absorbants*



*bac\_huile\_en debord*